



Ordre et sécurité : quand la macronie en fin de règne déroule le tapis rouge au RN

Personne n'avait vu arriver leur colère, pourtant depuis près d'un mois les lycéen · nes et étudiant · es l'expriment sous diverses formes.

Derrière leur créativité, des revendications sérieuses simples et claires. Mais aussi une angoisse forte et légitime face à l'avenir : conditions d'étude, entrée dans le monde du travail, salaires, changement climatique ...

On assiste enfin à une grande solidarité entre les jeunes, la lutte contre le racisme, le fascisme et les discriminations sont au cœur de la mobilisation : "Siamo tutti antifascisti" et «la jeunesse emmerde le Front National », sont entendus dans toutes les manifs.

En face, un gouvernement évoluant dans un monde parallèle totalement sourd à leurs revendications, et exerçant sur des mineur.es une répression sans pareil via un usage disproportionné de la force : grenades lacrymogènes, matraques, grenades de désencerclement, gardes à vue musclées... Les violences policières atteignant l'innommable quand certains.es sont mutilé · es ou éborgné · es.

La répression s'exerce aussi par divers moyens administratifs : fermetures, cours à distance, exclusions dans le privé sous contrat, pour mieux museler la jeunesse et la mettre au pas. Des arrêtés préfectoraux liberticides interdisant des rassemblements ont été contestés en référé liberté par le SAF et des syndicats CGT, Solidaires, FSU et FO en tant que partie intervenante.

En même temps, l'explosion du prix des carburants, les salaires trop bas, et le délitement des services publics ont réveillé une autre colère : celle des Gilets Jaunes qui avaient fixé la date du 17 octobre en point d'orgue. Date à laquelle a aussi appelé à se mobiliser, une partie des organisations syndicales, déjà satisfaites d'une belle journée de mobilisation le 29 septembre.

Et il y avait du monde le 17 octobre, une foule de 800 000 personnes s'est massée dans les rues de nombreuses villes du pays, en manifestant dans une ambiance festive.

Médiatiquement, les dégradations émaillant certains parcours ont très vite éclipsé la mobilisation et ses motifs. La stratégie de maintien de l'ordre pose alors question : pourquoi avoir encore une fois gazé, nassé, blessé les manifestant.es avant même parfois que certains parcours démarrent ?

Au lendemain, les dégradations et les pillages font la une de tous les médias, permettant d'alimenter l'argumentaire du tout répressif : couvre-feu, interdictions de rassemblements...

On préfère montrer et parler des vitrines que des mutilations, des dégradations matérielles que de la violence institutionnelle et des 10 dernières années de casse sociale.

Cet angle profite tout à fait aux rengaines poujadistes de l'extrême droite : il y aurait d'un côté les casseurs/pilleurs et de l'autre les autres qui payeraient seuls pour tout le monde.

VISA dénonce l'instrumentalisation des événements par le gouvernement et le RN, prétexte à s'attaquer aux libertés publiques.

A Rouen et Lyon les identitaires se sentent pousser des ailes, les uns en allant provoquer les manifestant.e.s dans la rue, les autres se pavanant en toute impunité : croix celtique et chants fascistes, alors qu'un couvre-feu a été déclaré. À Nice, un homme seul est frappé par surprise en plein milieu de la rue, puis frappé au sol par une trentaine de nervis, situation précise qui eut valu dans un tout autre contexte une minute de silence à l'Assemblée nationale...

Et selon une nouvelle doctrine, les préfets interdisent à Lyon et Paris des manifestations déclarées !

Dans la séquence, le RN se frotte les mains. Les affaires de détournement de fonds et d'antisémitisme sont bien vite passées au second plan. L'extrême droite est dans son registre : l'ordre et la sécurité. Nul besoin de se fatiguer à faire campagne, le gouvernement l'a fait pour eux, les candidats de droite à la présidentielle aussi. En jouant la surenchère d'éléments de langage : Retailleau invoquant la déchéance de nationalité pour les casseurs binationaux, Attal menaçant d'interdire les réseaux sociaux... Désignant comme bouc émissaire la France Insoumise, demandant même son interdiction.

Car c'est bien dans cette séquence répressive et sécuritaire que le RN est dans son élément, confortant sa place dans les sondages pour les présidentielles. Elle est bien là l'union des droites dont rêvent certains théoriciens.

Le gouvernement dénonce déjà les syndicats étudiants qui refusent de succomber à ses injonctions à condamner, déjà l'extrême droite embraye le pas et exige leur dissolution. Nous apportons tout notre soutien aux organisations de jeunesse, certains membres de VISA, notamment Solidaires Etudiant-es, la FSE et l'Union Étudiante.

Aux syndicats, membres de VISA de prendre toute leur place en le dénonçant, en rappelant la liberté fondamentale de manifester et de se rassembler, et en s'associant à toutes les mobilisations à venir, notamment le 24 octobre et le 5 novembre, en contribuant à la convergence des luttes, construisant la grève pour lutter contre cette inquiétante montée du fascisme.

1- <https://www.mediapart.fr/journal/france/191026/nous-demande-d-ecrire-que-lfiest-derriere-le-mouvement-autour-du-17-octobre-la-fabrique-d-un-bouc-emissai> .